

Relever le défi de la gestion durable des forêts

Martin Perrier *Dirigeant - ONF INTERNATIONAL*

18 juin 2012



Les forêts remplissent des fonctions écologiques (régulation du cycle de l'eau, captation du carbone, réserve de biodiversité), sociales (lieu de vie, de subsistance) et économiques (emplois liés à la filière bois). Le secteur forestier est soumis à de fortes pressions, du fait d'une demande croissante. Certes, les investisseurs s'intéressent de plus en plus aux forêts, mais il faut parvenir à augmenter la production tout en préservant les milieux.

L'organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a confirmé dans son dernier rapport sur l'état des forêts du monde la destruction massive du couvert forestier. Sur les dernières années, pas moins de 13 millions d'hectares de forêt ont disparu, sous les effets conjugués de l'expansion de l'agriculture et de l'élevage, de la surexploitation forestière, des feux de savane, de la dégradation des sols, de l'urbanisation, etc.

Certes, le taux de déforestation a diminué de 20 % dans les années 1990, et seulement quatre pays (1) concentrent plus de la moitié des hectares détruits (FAO, 2011).

De plus, les surfaces de forêts certifiées sont en augmentation constantes et de nombreux pays reboisent - trois millions d'hectares sont plantés par an en Chine par exemple.

Mais il demeure que la destruction en masse des forêts naturelles continue à entraîner des dommages écologiques irréversibles et menace le mode de vie des sociétés humaines qui en dépendent.

Les forêts tiennent un rôle crucial dans le maintien des grands équilibres écologiques, en raison de la diversité biologique qu'elles abritent et de leurs interactions avec l'atmosphère, l'eau et le sol. Par ailleurs, l'usage de la forêt (chasse, cueillette, habitation, lieu de culte ou de loisir) et ses composantes patrimoniale, historique et culturelle lui confèrent une fonction sociale. Enfin, les forêts jouent un rôle économique important à travers la production de biens et en permettant le maintien et la création de nombreux emplois en forêt et en aval de la filière bois. Face aux déséquilibres qui le menacent, le monde forestier a connu plusieurs phases, qui maintenant se combinent : la conservation et la mise en place d'aires protégées, l'artificialisation des milieux forestiers au travers des plantations, la gestion durable des forêts naturelles. Alors que le secteur forestier est soumis à une pression inédite, chaque système tente d'apporter une solution d'avenir à une production durable de bois et à la préservation des milieux.

Une ressource aux fonctions multiples

De la forêt équatoriale à la forêt boréale, en passant par la forêt tropicale humide, il existe une grande diversité d'écosystèmes forestiers. L'essentiel du couvert forestier se situe dans l'hémisphère Nord et dans les trois bassins tropicaux (Amazonie, bassin du Congo et Asie-Pacifique). La Russie, les Etats-Unis, le Canada et le Brésil disposent de 50 % des surfaces mondiales. En pratique, peu de ces surfaces sont mises en valeur commercialement et les surfaces de forêts naturelles en exploitation sont en nette diminution. De nos jours, l'essentiel de la déforestation a lieu sous les tropiques : les forêts reculent ainsi au rythme de 0,6 % par an et le phénomène est particulièrement intense depuis 25 ans.

La forêt amazonienne - qui disparaît à une allure alarmante, en particulier du fait de l'élevage et de la culture du soja - et la forêt du bassin du Congo (mieux protégée, mais souffrant des prélèvements pour le bois de feu, des feux de brousse et de l'agriculture itinérante) sont souvent présentées comme les poumons de la planète. Les forêts d'Asie du Sud-Est sont encore plus touchées, souffrant en particulier de la culture du palmier à huile et de l'exploitation forestière non durable.

Les forêts ont trois grandes fonctions écologiques. Les arbres stockent d'importantes quantités d'eau, puis la restituent sous forme de vapeur d'eau. Moins d'arbres, cela veut dire moins d'évaporation, moins de pluie, donc moins d'eau disponible. Les forêts sont aussi un acteur majeur dans le cycle du carbone. Pendant leur croissance, les arbres absorbent du gaz carbonique, émettent de l'oxygène grâce au processus de photosynthèse, et fixent d'importantes quantités de carbone. Mais lorsque le bois se décompose ou est brûlé, le CO2 est de nouveau rejeté dans l'atmosphère. D'après le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), si la déforestation et la dégradation des forêts pourraient émettre de 12 % à 20 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, les forêts restent globalement une pompe à carbone qui limite le changement climatique (Van der Werf et alii, 2009). Enfin, les forêts sont un véritable réservoir à biodiversité : au moins deux tiers de toutes les espèces animales et végétales de la terre vivent dans les forêts. Et ce sont les forêts tropicales qui sont les plus riches ; elles abriteraient à elles seules 50 % de tous les vertébrés connus, 60 % des espèces végétales et peut-être 90 % des espèces totales de la planète (Burley, 2002). Ces données posent très clairement l'enjeu de la conservation.

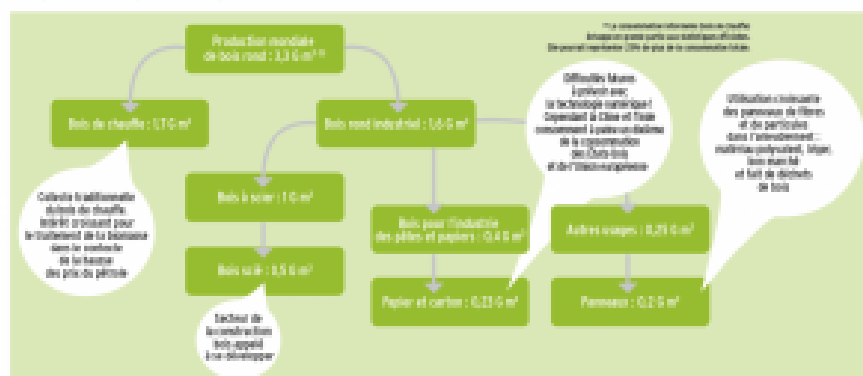
Seuls 12 % des surfaces forestières mondiales sont aujourd'hui sous statut de protection. Les niveaux de conservation sont très variables et vont de quelques réserves biologiques intégrales, "mises sous cloche", à des systèmes beaucoup plus intégrés socialement et économiquement. Les études d'impact environnemental ont fait leur apparition dans la législation de nombreux pays et les cahiers des charges environnementaux font partie des grands systèmes de certification (PEFC - FSC 2).

Les forêts jouent également un rôle social essentiel. Au niveau mondial, les quatre milliards d'hectares boisés correspondent à 31 % des terres émergées. Ils apportent les éléments de subsistance à 1,6 milliard de personnes. Il s'agit de la principale source de revenus pour 80 % des personnes les plus pauvres de la planète. Les forêts sont essentiellement publiques ; mais souvent, des droits traditionnels se superposent à cette réalité. Certains de ces droits sont l'objet de revendications ou de conflits entre gouvernements et peuples autochtones (pygmées, mapuches, etc.). De plus en plus de programmes de transfert aux communautés ou de décentralisation voient le jour et sont appuyés par les gouvernements.

Un milieu sous pression

La croissance économique et démographique mondiale concerne la plupart des grands pays forestiers tropicaux. De ce fait, la demande en papier, bois d'œuvre et de construction ne va pas cesser de croître (figure 1).

FIGURE 1 : LES USAGES DU BOIS



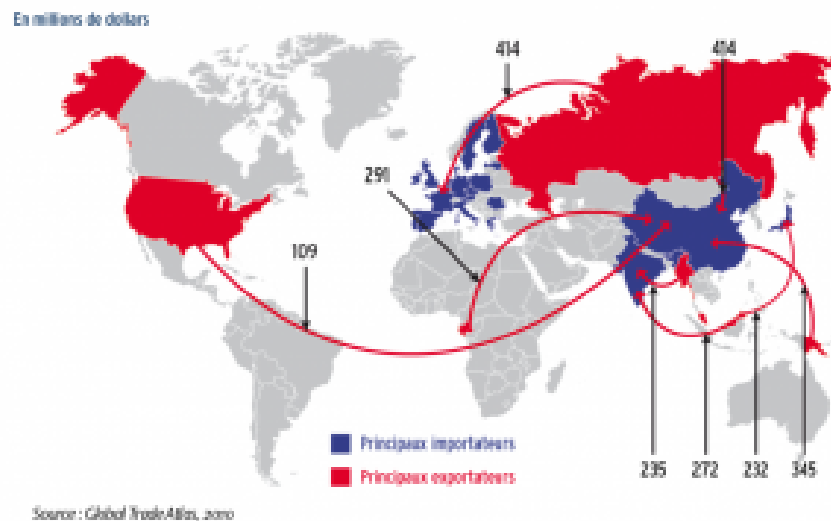
Source : FAO (2001) ; AIBO (2003) ; H. Bourgoignie (Forêts-Monde) 2002

La biomasse-énergie sera de plus en plus recherchée.

En parallèle, les surfaces dédiées aux agro-carburants vont entrer plus fortement en compétition avec les forêts. Enfin, les enjeux de sécurité alimentaire vont conduire à une tension sur les terres forestières à potentiel agricole. Les surfaces plantées, essentiellement situées en Asie, ne constituent que 7 % des boisements, soit 264 millions d'hectares. Bien que seulement la moitié de ces surfaces soit destinée à la production, les plantations contribuent néanmoins à 65 % de l'économie forestière. L'industrie du bois représente un volume d'échanges annuels supérieur à 200 milliards de dollars. Elle est largement tournée vers les marchés des produits de base et des matières premières, qui représentent 80 % de la production annuelle (3,3 milliards de mètres cubes). Ces produits étant hautement standardisés, les producteurs doivent se concentrer sur la réduction des coûts pour rester compétitifs.

Longtemps en déclin, le bois est un matériau renouvelable disponible en quantité. Il peut se substituer à d'autres matériaux énergivores (plastique, béton ou aluminium). Il peut se substituer aux énergies fossiles pour la production de chaleur, d'électricité, de gaz et de carburant. La forte demande en bois de la Chine, de l'Inde ou du Brésil vient s'ajouter à la demande plus traditionnelle du secteur de la construction en Europe et aux États-Unis (Figure 2).

FIGURE 2 : PRINCIPAUX FLUX DES GRUMES DE FEUILLUS EN 2010



La demande intérieure, de plus, croît dans de nombreux pays en développement, notamment en Afrique, ce qui amène de nombreux industriels d'exportation à revoir leur stratégie. Enfin, le développement des marchés de la bioénergie va fortement perturber, dans la prochaine décennie, les comportements sur les produits de basse qualité. Des tensions vont rapidement devenir palpables, du fait d'une offre incapable de suivre la demande.

Pour les investisseurs, le bois (re)devient une ressource stratégique. Lorsque les prix sont faibles, le propriétaire peut reporter une coupe, ce qui lisse les prix et stabilise l'actif forestier. Aux États-Unis, l'index NCREIF Timberland (3) a connu l'une des meilleures performances du marché avec un taux de croissance annuelle de 13 % sur 24 ans. Mais, les marchés forestiers des pays du Nord arrivent à maturité. Aujourd'hui, les actifs bois en Europe et aux États-Unis enregistrent un taux de rendement interne (TRI) de 3 % à 8 %.

En revanche, en zone tropicale, les TRI observés atteignent de 15 à 20% non garantis. (Cubbage et alii, 2007). D'après Timberland Investment Resources, LLC (TIR), très peu de données sont disponibles pour l'Afrique. Si l'investissement public reste prépondérant dans le secteur, l'investissement privé s'est développé depuis une vingtaine d'années, notamment en Amérique du Nord et dans une moindre mesure au Brésil, en Australie et en Nouvelle Zélande.

Entre 50 à 60 milliards de dollars auraient été mobilisés en 2010, notamment par le biais de sociétés

dédiées à la gestion d'actifs forestiers aux États-Unis, les Timber Investment Management Organizations (4) (Fernholtz et alii, 2007). Des tendances de fonds ren-forcent aujourd'hui l'attrait de ce secteur pour les investisseurs dans les pays en développement et dans les pays émergents de la zone tropicale. Mais ils sont très attentifs aux risques et sont parfois réticents face à la durée d'investissement, aux délais du retour sur investissement et à la faible liquidité.

Concilier les usages de la forêt

L'augmentation de la demande et la limitation de l'offre génèrent une tension sur le marché du bois qui questionne la gestion durable de la production. Cette question se pose avec force en zone tropicale et fait l'objet de débats entre partisans de l'incitation de marché, ceux de la contrainte régaliennne et ceux du financement solidaire international. Dans tous les cas, le maillon faible reste la capacité des États à assurer leurs missions régaliennes.

La gestion durable multifonctionnelle vise à concilier les différents usages d'une forêt sans affecter l'avenir du potentiel forestier. Les orientations sont consignées dans un document de référence : le plan d'aménagement. Il s'agit d'un document de planification technique, stratégique et financier.

Dans les années 1990, la mise en place des principales certifications forestières a permis de mener une réflexion plus approfondie sur les critères et les indicateurs de gestion durable. Les différents usages ont été intégrés. Selon l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), on estime que moins de 7 % des surfaces sont gérées durablement en milieu tropical. La technicité de la démarche et la tendance inflationniste des critères cantonnent cette certification à une élite.

L'Union européenne a adopté en 2003 le Plan d'action Forest Law Enforcement, Governance and Trade (FLEGT), qui vise à réduire les volumes de bois illégal entrant dans l'Union et à renforcer la gouvernance dans les pays producteurs. Le Règlement FLEGT adopté, lui, en 2010 établit des obligations pour les opérateurs importants des produits de bois en Europe. Le système proposé permet d'inclure un nombre plus large d'entreprises. Il met également les États devant leurs responsabilités.

Par ailleurs, l'artificialisation des milieux forestiers est perçue comme une alternative qui ne convient pas à de nombreuses ONG. Certaines reprochent l'introduction d'essences exotiques choisies pour leur croissance rapide, d'autres mettent en évidence des activités spoliatrices pour les communautés locales. Sans nier les problèmes que les plantations peuvent causer, les cultures de bois peuvent se substituer à des extractions en forêts naturelles. Les plantations jouent déjà un rôle déterminant dans le commerce du bois. Afin de faire face à l'augmentation de la demande, le recours à des programmes massifs de plantations est indispensable. Comme en témoigne les projets dans lesquels ONFI est impliqué, il est parfaitement possible dans ce contexte de concilier respect de l'environnement et visées sociales.

Enfin, les aménités offertes par les forêts sont rarement valorisées économiquement. De multiples initiatives tentent de rémunérer les externalités forestières - les marchés du carbone forestier, même dans leur forme fragmentée et peu liquide, vont dans ce sens. Aucun de ces revenus complémentaires ne peut être une réponse en soi si les bases des revenus forestiers (bois, énergie) ne sont pas assurées.

La forêt est devenue un sujet de convoitise et de bataille idéologique sans pareil. Qu'elle soit considérée comme un sanctuaire menacé de biodiversité, une réserve foncière, un patrimoine culturel, un placement spéculatif ou un outil de développement, chaque acteur doit veiller à respecter et comprendre les logiques sous-jacentes. Dans ce débat, la plupart des réponses sont à chercher hors des forêts et hors des cercles de forestiers. Il faudra notamment répondre aux pressions et enjeux que font peser l'agriculture, la sécurité alimentaire, la démographie et le développement des pays sur les milieux forestiers. Plutôt qu'une menace, une contrainte ou un risque, le secteur forestier peut offrir de formidables opportunités de développement et de rencontre, de nouvelles alternatives et de nouvelles réponses aux défis de demain.

L'agroforesterie, modèle d'avenir ?

En combinant cultures forestières et agricoles, l'agroforesterie est une technique permettant de créer des synergies biologiques et économiques entre les espèces, d'apporter des bénéfices environnementaux (moindre usage d'intrants, lutte contre la déforestation, biodiversité, etc.) et sociaux tout en augmentant de manière durable le rendement global de l'unité de surface.

L'ONF International est impliqué depuis les années 1990 dans plusieurs projets d'agroforesterie d'envergure en Afrique ou en Amérique latine. La diversification des actifs au sein d'un même projet permet de combiner des besoins et des logiques d'investissement complémentaires. En Colombie le Proyecto de Reforestacion Comercial a regroupé investisseurs institutionnels et privés autour d'un projet combinant plantation d'arbres (*Gmelina arborea*, *Tectona grandis* et *Ceiba roja*), intensification de l'élevage et valorisation d'actifs carbone. Les agriculteurs participent à l'investissement en mettant à disposition leur terre sans en perdre la propriété. En République démocratique du Congo, un vaste projet combine production de manioc et plantation d'accacia sur des savanes dégradées. L'initiative permet d'alimenter en bois de feu et en aliments l'une des principales mégalopoles africaines tout en restaurant la fertilité des terres.

Notes de bas de page

¹ Brésil, Indonésie, Soudan, Malaisie.

² « Programme for the Endorsement of Forest Certification » (PEFC) et « Forest Stewardship Council » en anglais

³ L'index NCREIF Timberland mesure trimestriellement la performance du retour sur investissement d'un large panel de propriétés forestières acquises à but d'investissement.

4 À titre d'exemple, les sociétés Plum Creek Timber Co. Inc, Hancock Timber Resource Group, Forest Capital Partners, Rayonier.

Références / ATIBT, 2009. Spécial Plantations en zones tropicales. La lettre de l'ATIBT - Hors série. Décembre. / **Blaser, J., Sarre, A., Poore, D. et alii, 2011.** Status of tropical forest management 2011. ITTO Technical Series 38, International Tropical Timber Organization, Yokohama. / **Burley J., 2002.** La diversité biologique forestière : tour d'horizon. Rome. FAO. Unasylva 209, Vol. 53, 2002/2 / **Cubbage, F., et alii, 2007.** Timber investment returns for selected plantations and native forests in South America and the Southern United States. *New Forests*, 33(3), 237-255. / **FAO, 2011.** Situation des forêts du monde 2011. FAO. Rome. // FAO, 2011. Database. Base de données / **Fernholtz, K., et alii, 2007.** TIMOs and REITs: What, why and how they might impact sustainable forestry. Minneapolis, MN: Dovetail Partners, Inc. / **Global Trade Atlas, 2010.** Database (disponible à l'adresse : www.gtis.com/gta/) / **Van der Werf et alii, 2009.** Estimates of fire emissions from an active deforestation region in the southern Amazon based on satellite data and biogeochemical modelling. *Biogeosciences* 6 (2), 235-249.